PRATIQUES EXEMPLAIRES, OCCASIONS D'AFFAIRES

RAPPORT SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES 2013

Canada

EDC

Un monde d'opportunités à saisir

TABLE DES MATIÈRES

Dans ce rapport **5**
Profil de la Société 5
Portée du rapport 5
Caractéristiques – Vidéos et profils 6
Commentaires 6
Gestion et importance relative 6
Validation 6
Infographie des faits saillants concernant la RSE **7**
Pratiques exemplaires, occasions d'affaires **8**
Message de la vice-présidente, RSE 8
Retombées économiques **9**
Cowater 9
Vidéo : Cowater International Inc. 9
Inde 10
Technologies propres 11
Vidéo : Sonitec Vortisand 11
Obligations vertes 12
Incidences environnementales et sociales **13**
Rester à jour dans le domaine des normes de RSE internationales 13
Évaluation des questions relatives aux droits de la personne 14
Examens des projets 15
Profil : Sadara Chemical Company 15
Examens visant le financement d'entreprises et les autres produits d'EDC 16
Profil d'examen d'un mécanisme général : Vale SA 17
Profil : Vale SA 17
Est-il arrivé à EDC de refuser des projets pour des raisons environnementales ou sociales? 18
Mesure de l'empreinte opérationnelle d'EDC 18
Considérations éthiques **21**
Corruption 21
Transparence et divulgation 22
Incidences sur la collectivité **25**
Formation pour les jeunes 25
Développement des petites entreprises sur les marchés émergents 26
Dons de bienfaisance 27
Engagement du personnel 27
Mesurer le succès **28**
Bilan 2013 de la RSE 28
Index de la Global Reporting Initiative 31
Prix 32
Principaux jalons de RSE 33
Annexes **35**
Références vidéos et photographiques 36
Événements des parties intéressées 37
Accords et adhésions 41
Matrice de l'importance relative 42
Diagramme Responsabilité en matière de RSE 44
Déclaration de validation 45

DANS CE RAPPORT

C'est avec plaisir que nous vous présentons le neuvième Rapport sur la responsabilité sociale des entreprises d'Exportation et développement Canada. La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un principe directeur qui continue d'orienter notre soutien aux exportateurs et aux investisseurs canadiens.

➔ En savoir plus sur notre cadre de référence, notre stratégie et notre définition de la RSE à http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/default.aspx

Le contenu du rapport est articulé autour des objectifs fondamentaux de notre organisation : soutenir l'économie canadienne, protéger l'environnement et respecter une éthique rigoureuse. Nous intégrons également des questions de RSE dans notre Rapport annuel (http://www19.edc.ca/publications/2014/2013ar/fr/7.shtml). Les domaines directement liés à notre stratégie d'affaires sont marqués du symbole :

Le rapport a été préparé conformément aux récentes lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI). L'index GRI est accessible à http://www.edc.ca/EN/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Documents/gri-index.pdf.

MATERIALITY MATTERS

Global Reporting Initiative™

AT THE TIME OF PUBLICATION THE G4-17 TO G4-27 DISCLOSURES WERE CORRECTLY LOCATED IN THIS G4 CONTENT INDEX AND FINAL REPORT.

2014

Profil de la Société

Indicateur GRI G4-EC4

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. La Société a pour mandat de soutenir et de développer – directement ou indirectement – le commerce d'exportation du Canada, ainsi que la capacité du pays de participer à ce commerce et de profiter des débouchés offerts sur les marchés mondiaux. Chaque année, 7 100 entreprises canadiennes et leurs clients étrangers tirent profit de ses connaissances et de ses partenariats pour faire des affaires sur environ 190 marchés. Société d'État qui relève du Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international, EDC est financièrement autonome et elle est un chef de file reconnu dans l'établissement de rapports financiers et l'analyse économique.

➔ En savoir plus sur nos solutions à http://www.edc.ca/FR/Our-Solutions/Pages/default.aspx

Indicateur GRI G4-4

Portée du rapport

Indicateur GRI G4-18, 19, 28, 29, 30

Le présent rapport annuel couvre les activités commerciales d'EDC pour l'année civile 2013, à quelques exceptions près. La première exception concerne nos obligations vertes, qui ont été émises en janvier 2014; puisque tout le travail en la matière a été réalisé en 2013, nous avons décidé de l'inclure. La deuxième concerne les indicateurs relatifs à notre empreinte opérationnelle : ils concernent uniquement notre siège social, où se déroulent plus de 90 % des activités d'EDC si l'on calcule la superficie utilisée.

Caractéristiques – Vidéos et profils

Le présent rapport comprend également des vidéos et des profils de nos clients qui permettront au lecteur d'avoir une idée plus concrète de nos réalisations en matière de RSE. Les vidéos présentent les cas de Cowater International Inc., une société de conseil en gestion d'Ottawa spécialisée dans les pays en développement et en transition, et de Sonitec, une éco-entreprise de Montréal. Quant aux profils présentés, l'un vise un projet de catégorie A, soit le projet pétrochimique Sadara en Arabie saoudite, et l'autre porte sur un mécanisme de financement d'entreprise offert à Vale Inc.

Commentaires

Nous sommes toujours intéressés par les commentaires sur nos réalisations. Envoyez-nous vos idées et vos observations à l'adresse csr-rse@edc.ca. Vous pouvez également publier sur notre page Facebook[1] ou faire un commentaire sur Twitter[2].

Gestion et importance relative

Indicateur GRI G4-19, LA12

Nos pratiques de gestion de la RSE sont définies par les cadres supérieurs à l'échelle de la Société. Les principales responsabilités en la matière, assumées par des équipes, comités et groupes de travail divers, se reflètent dans notre organigramme des responsabilités à page 44.

L'examen de l'importance relative est un exercice annuel interne qui vise à déterminer les principales parties intéressées et ce qui les préoccupe. Nos parties intéressées sont restées les mêmes cette année, mais nous avons adopté une nouvelle méthode d'établissement des processus pour traiter leurs principales préoccupations. Notre matrice de l'importance relative peut être consultée à page 42.

Indicateur GRI G4-25

Validation

Pour contrôler l'intégrité des données du présent rapport, nous avons sélectionné quatre indicateurs représentant des aspects de notre travail auxquels nos parties intéressées accordent beaucoup d'importance : l'environnement, les droits de la personne, la transparence et la lutte contre la corruption. La Déclaration de validation a été fournie par un vérificateur indépendant, soit Ernst & Young. Les faits et les chiffres corroborés par Ernst & Young sont indiqués par le symbole suivant : ☑.

1 - *http://www.facebook.com/ExportDevCanada*
2 - *https://twitter.com/ExportDevCanada*

Volume total

95,4 G$

d'activités facilitées

MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS GÉNÉRÉES

-17,4 %

401

Nombre de transactions faisant l'objet d'un contrôle préalable accru

205

NOMBRE D'ENTREPRISES ENVIRONNEMENTALES APPUYÉES

7 1 6 5

Nombre de clients servis

71

NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS LIÉES À LA RSE

NOMBRE D'EMPLOYÉS PRENANT PART AUX ACTIVITÉS D'ORGANISMES CARITATIFS APPUYÉS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE SUR LES DONS DE BIENFAISANCE

1 1 1

71

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT CANADIENS REPRÉSENTÉS PAR LES PERSONNES PRÉSENTANT DES DEMANDES DE BOURSES

NOMBRE D'EMPLOYÉS ACTIFS PERMANENTS À TEMPS PLEIN : 1 143

PRATIQUES EXEMPLAIRES, OCCASIONS D'AFFAIRES

Message de la vice-présidente, RSE

À EDC, notre mission est d'aider les exportateurs canadiens à réussir sur le marché international. Ainsi, l'an passé, nous avons aidé plus de 7 100 entreprises à réaliser des activités d'exportation totalisant environ 95 milliards de dollars.

Cela dit, nous avons souvent affaire à des marchés et à des secteurs qui risquent de poser problème en matière de RSE, qu'il s'agisse de corruption ou d'incidences environnementales et sociales négatives.

En tant que société d'État représentant le gouvernement du Canada, nous avons manifestement l'obligation de nous assurer que nous soutenons des activités responsables. C'est ce que la population attend de nous, et c'est ce que nous voulons.

Pratiques exemplaires, occasions d'affaires. Nous aidons les exportateurs canadiens à trouver les solutions de financement et d'assurance dont ils ont besoin pour affronter la concurrence sur le marché mondial – en profitant des débouchés – tout en veillant à ce qu'ils respectent les normes de responsabilité qui s'imposent.

Étant donnée cette obligation, la RSE touche tous les aspects de nos activités, qu'il s'agisse de veiller à ce qu'une transaction que nous appuyons respecte nos exigences en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de lutte contre la corruption ou de collaborer avec des exportateurs canadiens pour renforcer leurs pratiques de gouvernance afin qu'ils prévoient les risques de RSE et y réagissent en temps opportun.

En ce qui concerne les normes et les pratiques internationales, nous sommes d'avis qu'EDC doit avoir sa place dans le débat. L'an dernier, nous avons beaucoup travaillé avec les OCE homologues et d'autres institutions financières adhérant aux Principes de l'Équateur en vue de mettre en commun des pratiques exemplaires et de favoriser un meilleur alignement des normes environnementales et sociales. En participant à des discussions et à des échanges en matière de pratiques exemplaires, nous pouvons suivre l'évolution du monde de la RSE.

Toutefois, il n'y a pas toujours de « normes » claires visant les services que nous offrons. Prenons par exemple l'assurance comptes clients : aucun indicateur de référence de l'OCDE et des Principes de l'Équateur ne nous permet d'en mesurer les effets comme c'est le cas pour les prêts de financement de projet. Il en est de même pour les prêts généraux aux entreprises, qui sont normalement affectés à des dépenses d'immobilisation et de fonctionnement ou au remboursement de dettes.

Voilà pourquoi nous avons décidé, l'an dernier, de clarifier nos propres indicateurs de valeur et de risque relativement à nos programmes d'assurance et à d'autres programmes de financement. En interne, cette initiative nous a permis de baliser l'évaluation des risques potentiels de RSE que posent les transactions de ce type de produits financiers.

Par ailleurs, le processus est devenu beaucoup plus facile et prévisible pour nos clients également : ils savent à quoi s'attendre de notre part. Toutes ces mesures sont autant d'améliorations qui visent à leur offrir une valeur ajoutée.

En somme, ce fut une année chargée. Si nous sommes fiers de ce que nous avons accompli, nous savons aussi que ce travail n'est jamais terminé. Le présent document vous en apprendra davantage sur nos activités de RSE en 2013, mais je vous invite également à jeter un œil sur notre bilan de la RSE et à nous faire part de vos commentaires.

Indicateur GRI G4-31

Signi Schneider, Vice-présidente, RSE

www.edc.ca/rapportrse pour voir la vidéo : Message de la vice-présidente, RSE

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Pour EDC, la responsabilité sociale ne se limite pas à la dimension morale. Nous voulons trouver des occasions d'aider les exportateurs canadiens à se développer tout en respectant les valeurs des Canadiens. En faisant valoir nos normes de RSE sur différents marchés mondiaux et en investissant dans des secteurs à forte croissance comme celui des écotechnologies, nous aidons les exportateurs et les investisseurs canadiens à se positionner à l'avant-garde tout en veillant au respect de ces normes.

La croissance des exportations canadiennes reste stable, quoique lente : une augmentation de 3,2 % a été constatée en 2013, et elle devrait passer à 5 % en 2014. Les perspectives économiques de notre pays s'illuminent, et de plus en plus d'exportateurs optent pour l'autoassurance et les solutions de financement et de cautionnement que propose le secteur privé. Ainsi, EDC peut miser sur les aspects où on a le plus besoin d'elle, soit l'appui aux PME, le soutien des investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) et la création de débouchés permettant aux exportateurs canadiens de pénétrer les marchés émergents et d'intégrer des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Pour en savoir plus sur les résultats d'affaires d'EDC en 2013, veuillez consulter notre Rapport annuel à http://www19.edc.ca/publications/2014/2013ar/fr/6-1.shtml.

Cowater

Cowater International est une société de conseil en gestion spécialisée dans les projets d'infrastructures et de renforcement des capacités dans des économies en développement. Elle constitue un exemple probant de la façon dont nous pouvons aider les exportateurs canadiens à réussir sur les marchés mondiaux sans pour autant compromettre nos normes en matière de RSE.

En collaborant avec sa banque, nous avons aidé Cowater à libérer le fonds de roulement dont elle avait besoin pour se développer et se diversifier. Non seulement l'entreprise a été en mesure de répondre aux besoins de ses clients sans forcer ses moyens, mais elle a pu affecter des ressources à l'acquisition d'une autre société.

Ces dix dernières années, les recettes de Cowater ont triplé. Il s'agit du chef de file au Canada en ce qui concerne la prestation de services-conseils en gestion aux économies en développement, et sa croissance devrait se poursuivre.

www.edc.ca/rapportrse pour voir la vidéo : Hier c'était un rêve. Aujourd'hui c'est une réussite commerciale mondiale.

Inde

Notre initiative dans le secteur des infrastructures en Inde est un des piliers de notre stratégie d'affaires. Cette stratégie vise à faciliter l'accès d'exportateurs et d'investisseurs canadiens aux débouchés créés par les projets d'infrastructure de l'Inde. Elle consiste à financer des projets et des prêts d'emprunteurs clés indiens qui pourraient faire appel à des sources d'approvisionnement canadiennes.

Compte tenu des défis que présente l'Inde sur le plan de la RSE, il faut savoir choisir ses partenaires si on veut conclure de bonnes affaires sans compromettre ses valeurs. C'est pourquoi nous souhaitons vraiment tisser des liens étroits avec nos clients et nos partenaires indiens qui épousent nos principes pour aider les entreprises canadiennes à profiter des innombrables débouchés de ce marché dans le domaine des infrastructures.

En 2013, nous avons continué à effectuer nos contrôles approfondis pour déceler les risques de RSE associés aux activités en Inde, puis avons fait un suivi en visitant le marché. Nous avons rencontré différentes institutions financières avec qui nous offrons du financement commercial, qui adhèrent elles aussi aux Principes de l'Équateur et à des principes de RSE similaires à ceux d'EDC. Nous avons aussi visité plusieurs entreprises indiennes pour en savoir plus sur leurs programmes de RSE et leur expliquer comment les solidifier pour satisfaire à nos exigences en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de conformité.

Nous avons haussé cet engagement d'un cran en travaillant étroitement avec des consultants de RSE et des partenaires financiers sur place ayant la même vision que nous pour trouver des moyens d'aplanir les difficultés d'ordre environnemental, social et éthique. Nous croyons qu'en rassemblant de grands acteurs de la RSE et des clients indiens potentiels, EDC multiplie les débouchés pour les entreprises canadiennes en Inde qui répondent à ses critères de façon responsable.

Technologies propres

	2012	2013	2014 *(cible)*
Transactions	10	33	45
Entreprises servies	10	19	23

Les technologies propres (ou écotechnologies) visent à protéger l'environnement et à utiliser plus efficacement les ressources de la planète. Au Canada, elles forment un secteur très actif qui peut se targuer de capacités établies et émergentes dans différents sous-secteurs comme l'eau et les eaux usées, la production d'électricité et la production d'énergie à partir de déchets. De nombreuses entreprises prometteuses de ce secteur sont considérées comme présentant un risque particulièrement élevé, puisqu'elles en sont au stade de la commercialisation et ont parfois une situation financière précaire.

Notre stratégie en matière d'écotechnologies est axée sur la découverte d'entreprises canadiennes prometteuses qui pourraient en être au début du stade de commercialisation de leurs technologies; nous voulons leur offrir nos solutions de financement et d'assurance en partenariat avec le secteur privé, le cas échéant. En approfondissant notre compréhension des problèmes particuliers que rencontrent les entreprises du secteur des technologies propres, nous avons pu soutenir en 2013 plus d'entreprises que jamais auparavant et présenter un plus grand nombre d'exportateurs à des acheteurs étrangers. Au cours de la dernière année, plusieurs des entreprises soutenues par EDC à un stade précoce revenaient nous voir pour poursuivre leur croissance et leur expansion.

Cette réussite est surtout attribuable à nos solides partenariats avec Technologies du développement durable Canada (TDDC), Écotech Québec et le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Grâce au partage de l'information, en participant à des événements conjoints avec ces organisations, EDC a pu améliorer ses mises en contact avec des éco-entreprises qui profiteront vraiment de ses solutions financières.

Le cas de Sonitec-Vortisand, une entreprise exportatrice de Montréal, illustre bien le succès du Canada dans le secteur des écotechnologies. Grâce à l'Assurance comptes clients et aux solutions de cautionnement d'EDC, cette société a décroché plusieurs contrats d'exportation, notamment pour un projet d'envergure en Arabie saoudite.

www.edc.ca/rapportrse pour voir la vidéo :
Le succès du Canada : Sonitec-Vortisand

Les entreprises financées par EDC qui offrent des produits et services environnementaux couvrent en fait un vaste éventail de sous-secteurs, notamment le contrôle de la pollution atmosphérique, l'énergie renouvelable et le traitement de l'eau. Voici les chiffres pour 2013.

	2013	2012	2011
Nombre d'entreprises	205	212	203
Volume d'activités appuyées (millions de dollars)	736	447	561
Investissements en capitaux propres (millions de dollars)	114	95	77
Entités émettrices	83	62	56

Obligations vertes

Nous avons mis en place d'autres moyens de promouvoir le développement des éco-entreprises, comme notre programme d'obligations vertes. Lancée le 23 janvier 2014, la première émission d'obligations vertes permettra de recueillir 300 millions de dollars américains sur trois ans à l'échelle mondiale.

Ces obligations vertes serviront à financer des activités environnementales, par exemple des entreprises qui travaillent à préserver, à protéger ou à dépolluer l'air, l'eau ou le sol, ou à lutter contre les changements climatiques.

En lançant notre programme d'obligations vertes, nous emboîtons le pas à un nombre croissant de sociétés qui offrent des produits semblables, notamment les banques multilatérales de développement et d'autres organismes de crédit à l'exportation.

Selon nous, les obligations vertes constituent un excellent moyen de répondre à la demande des investisseurs tout en concourant à l'orientation que nous nous sommes donnée en faveur d'exportateurs canadiens du secteur des écotechnologies ainsi que d'autres industries liées à l'environnement. En 2014, nous comptons cultiver cet investissement durable et l'intégrer de façon permanente à notre programme de financement.

INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Nous aidons chaque jour des entreprises actives sur des marchés et dans des secteurs qui comportent des risques environnementaux et sociaux. C'est pourquoi nous trouvons qu'il est primordial d'avoir des procédures solides pour aider nos clients non seulement à reconnaître ces risques, mais aussi à trouver des moyens de les éviter dans la mesure du possible, puis à réduire leur incidence sur l'environnement et les communautés locales.

Rester à jour dans le domaine des normes de RSE internationales

En collaborant avec d'autres organismes de crédit à l'exportation (OCE) et à titre de membre du Comité directeur de l'Association des Principes de l'Équateur, nous pouvons participer au débat international sur la façon de traiter la question des risques environnementaux et sociaux en commerce international. À mesure que la discussion s'enrichira, nous adapterons nos pratiques et nos méthodes aux normes internationales d'évaluation des risques afin de bien évaluer ces risques.

Principes de l'Équateur

Cette année marquait le 10e anniversaire des Principes de l'Équateur, un référentiel de l'industrie financière qui aide à déterminer, à évaluer et à gérer les risques sociaux et environnementaux découlant du financement de projets. C'était aussi l'entrée en vigueur d'un cadre de référence révisé pour les sociétés membres, connu sous le nom d'« EP III », visant à promouvoir la transparence et l'uniformité des pratiques d'application des Principes. En tant que membres du Comité directeur, nous avons contribué activement aux révisions apportées ainsi qu'à l'harmonisation entre les banques et les OCE membres afin d'uniformiser les règles du jeu pour les exportateurs canadiens et les promoteurs de projet.

Notre travail pour l'Association des Principes de l'Équateur consistait aussi à fournir conseils et orientation dans divers groupes de travail. Par exemple, de concert avec d'autres institutions financières membres, nous avons élaboré des lignes directrices destinées aux consultants qui réalisent des évaluations environnementales et sociales indépendantes pour les banques, afin de promouvoir l'application uniforme des Principes de l'Équateur[1].

Pacte mondial des Nations Unies

En 2013, nous nous sommes joints au Réseau canadien du Pacte mondial des Nations Unies. En tant qu'institution financière publique, EDC entre dans la catégorie des partenaires d'apprentissage. Le fait de participer au Pacte mondial nous permet d'échanger des pratiques exemplaires avec d'autres participants devant surmonter des défis semblables, ainsi que d'améliorer nos pratiques de RSE en tenant compte de principes concernant les droits de la personne, le droit du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption[2].

Échange de pratiques exemplaires relatives aux droits de la personne

Nous continuons de participer au dialogue international permanent concernant les droits de la personne. D'ailleurs, en 2013, nous avons rencontré des représentants d'autres OCE pour échanger des pratiques exemplaires en matière d'examen environnemental et social et discuter des moyens utilisés par les autres banques multilatérales de développement pour appliquer le cadre de référence des *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* de l'ONU afin d'évaluer les risques associés aux transactions qu'ils soutiennent.

Par ailleurs, nous avons présenté nos propres pratiques en matière de droits de la personne à plusieurs conférences, notamment l'International Association of Impact Assessment et la communauté d'apprentissage de l'IFC destinée aux institutions financières.

1 - http://www.equator-principles.com/resources/ep_guidance_for_consultants_independent_review_march_2014.pdf (en anglais seulement)
2 - http://www.unglobalcompact.org/Languages/french/dix_principes.html

Évaluation des questions relatives aux droits de la personne

Indicateur GRI G4-HR5, HR6, HR7

L'analyse des risques relatifs aux droits de la personne s'inscrit dans le cadre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'EDC[3] et se base sur les Normes de performance en matière de viabilité sociale et environnementale adoptées par la Société financière internationale. Conformément à la Déclaration d'EDC sur les droits de la personne[4], nous effectuons un contrôle des transactions facilitées par EDC pour vérifier si elles portent atteinte aux droits de la personne.

Conformément à notre Directive, nous classons les transactions de financement de projets en trois catégories : A, B et C. Tombent dans la catégorie A les projets qui, d'après EDC, auront probablement d'importants effets environnementaux et sociaux négatifs, sensibles, variés ou sans précédent. Les projets de la catégorie B sont ceux dont les effets environnementaux et sociaux négatifs éventuels sont moins graves que ceux de la catégorie A. Enfin, la catégorie C englobe les projets qui auront probablement des effets environnementaux et sociaux négatifs minimes ou nuls.

En 2013, deux des projets de catégories A et B que nous avons soutenus visaient des pays non membres de l'OCDE et ont, par conséquent, été soumis à une évaluation concernant les droits de la personne. Le projet pétrochimique Sadara a fait l'objet d'une évaluation avant la signature, tandis que la deuxième évaluation est en cours; elle a été commencée après la signature en raison d'un problème de processus que nous sommes en train de corriger.

Toujours en 2013, nous avons amélioré nos procédures d'évaluation relatives aux droits de la personne dans le cadre de nos autres services opérationnels, notamment en matière d'assurance, de cautionnement et de prêt aux entreprises. Pour ce faire, nous avons dû préciser à nos équipes sectorielles quels facteurs rendaient une évaluation obligatoire. Dans la même foulée, nous avons également mis à jour notre liste des pays à risque élevé en matière de violations des droits de la personne. Le tableau ci-dessous présente nos catégories de pays, établies en fonction des pratiques relatives aux droits de la personne.

Exemples de catégories de pays

3	2	1	0
Afghanistan	Cameroon	Algeria	Chile
Chad	Equatorial Guinea	Bolivia	Latvia
Nigeria	Guinea	Cambodia	Lesotho
Libya	Kyrgyz Republic	Gabon	Malawi
Sri Lanka	Mexico	Gambia	Mozambique
Sudan	Tajikistan	Haiti	Namibia
South Sudan		Nepal	Nepal
Venezuela		Oman	Panama
		Paraguay	Slovenia

Indicateurs reconnus à l'échelle internationale – Quel est le nombre d'indicateurs respectés par chacun des pays?

- *Liberté de la presse* de Freedom House[5] (en anglais seulement) : notation entre 60 et 100;
- Political Terror Scale[6] (en anglais seulement) : notation de 3, 4 ou 5 pour les deux volets;
- *Primauté du droit* de la Banque mondiale[7] (en anglais seulement) : notation inférieure à 1,0.

Ce tableau reflète une catégorisation par pays seulement et peut être modifié.

En 2014, nous continuerons de développer nos capacités internes en ce qui concerne l'évaluation des risques relatifs aux droits de la personne et explorerons les possibilités d'élargir la portée de nos critères afin qu'ils englobent un spectre plus large de droits sociaux, par exemple l'équité en matière d'emploi.

3 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/environment-social-review-directive.pdf*
4 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Documents/human-rights-statement.pdf*
5 - *http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=1*
6 - *http://www.politicalterrorscale.org/*
7 - *http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTLAWJUSTINST/0,,contentMDK:20934363~menuPK:1989584~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:1974062,00.html*

Examens des projets

Indicateur GRI G4-SO1, SO9, SO11

En 2013, EDC a signé trois projets de catégorie A et un projet de catégorie B. On peut lire les rapports concernant ces projets en ligne[8]. Le profil du projet pétrochimique Sadara fait ressortir les enjeux soulevés lors d'un examen effectué par EDC à propos des incidences environnementales et sociales attendues du projet ainsi que des mesures d'atténuation prévues.

Profil – Projet de catégorie A : Sadara

En juin 2013, EDC a signé une entente de financement pour le projet de la Sadara Chemical Company (Sadara) sur la côte ouest de l'Arabie saoudite.

Coentreprise formée par la pétrolière saoudienne Saudi Aramco et la Dow Chemical Company (Dow), Sadara sera l'un des plus gros complexes pétrochimiques du monde. Une fois le site en place, on y transformera de l'éthane (ainsi que du naphte et d'autres matières premières importantes) en un vaste éventail de produits chimiques et plastiques. Sadara est située dans la ville industrielle de Jubail 2, issue de la deuxième phase d'un développement industriel abritant des activités de raffinage de pétrole et de fabrication de produits pétrochimiques, des centrales thermiques et d'autres industries.

Sadara a été classée comme un projet de catégorie A, ce qui exige un examen selon notre Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale et les Principes de l'Équateur. Nous avons pris connaissance d'une évaluation des incidences environnementales et sociales qui étudiait l'atténuation prévue des répercussions potentielles du projet (notamment les effets sur la qualité de l'air, les émissions de gaz à effet de serre et les pratiques en matière d'emploi). Nous avons aussi étudié comment Sadara traiterait les questions de l'industrie et de la communauté locales par une mobilisation des parties intéressées. Les renseignements recueillis ont été évalués en fonction des normes environnementales et sociales internationales applicables. Nous avons conclu que le projet était conçu de manière à respecter ou dépasser les pratiques exemplaires, lignes directrices et normes reconnues à l'échelle mondiale. Les renseignements détaillés sur le projet sont accessibles au grand public sur notre site Web[9].

Notre participation au projet Sadara créera des débouchés importants pour les exportateurs canadiens, surtout dans le secteur des services d'ingénierie. Par ailleurs, nos relations stratégiques avec Saudi Aramco et Dow ouvriront la porte à d'autres entreprises canadiennes qui pourraient intégrer les chaînes d'approvisionnement mondiales de ces deux géants industriels.

8 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Pages/equator-principles.aspx
9 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Documents/project-summary-sadara.pdf

Examens visant le financement d'entreprises et les autres produits d'EDC

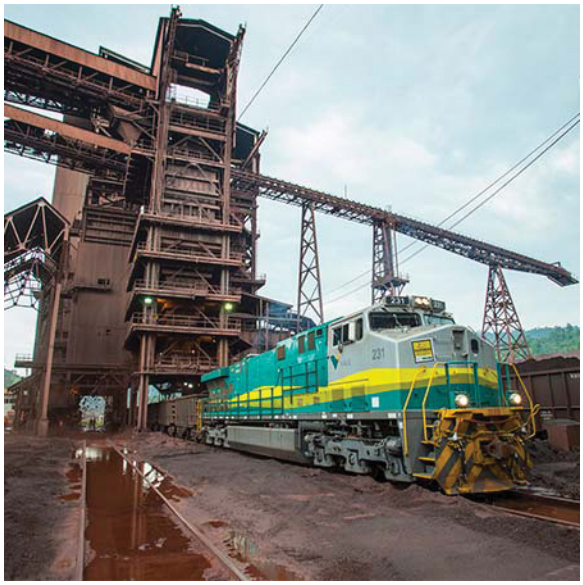
Indicateur GRI G4-SO1

À certains égards, le financement et l'assurance se développent plus rapidement que les normes internationales, et la place de la RSE dans les nouveaux produits d'assurance et des nouvelles structures de financement n'est pas toujours claire. Par exemple, les prêts destinés à financer un projet d'investissement particulier, comme la création ou une expansion d'un parc d'infrastructures, sont examinés par EDC selon les Approches communes de l'OCDE, notre Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale ou les Principes de l'Équateur. Toutefois, d'autres produits comme l'Assurance comptes clients et les prêts généraux aux entreprises, qui sont souvent affectés au remboursement de dettes ou aux dépenses d'immobilisation et d'exploitation, ne peuvent être évalués en fonction de normes semblables. Ainsi, en 2013, nous avons lancé une initiative visant à préciser des indicateurs cibles de valeur et de risque en matière de RSE pour ces autres types de financement et d'assurance afin que les clients voulant se prévaloir de ces produits aient une meilleure idée de notre appétence pour le risque.

Nos examens en matière de prêts généraux visent surtout à évaluer l'aptitude d'une entreprise à gérer ses risques environnementaux et sociaux. Ils tiennent compte de plusieurs facteurs, notamment le secteur industriel encouragé, les pays où l'emprunteur exerce ses activités, l'historique de l'emprunteur sur le plan environnemental et social (dont le respect de la réglementation) et sa capacité à gérer les risques environnementaux et sociaux de ses activités. Pour voir un exemple d'examen en la matière, consultez notre profil à propos de Vale.

En 2013, nous avons entrepris un projet spécial pour trouver des moyens de simplifier nos analyses de risques en matière de RSE et d'en améliorer l'efficacité. Nous avons cherché comment mieux intégrer nos diverses formules à l'analyse de différents risques de RSE (p. ex. relatifs à la corruption, à l'environnement et aux droits de la personne) en vue de favoriser une approche holistique dans le cadre de ces analyses et de clarifier les procédures auprès de nos équipes sectorielles. Au lieu de simplement cerner un risque en soi, nous avons tenté de trouver des principes sous-jacents au risque pour arriver à un processus décisionnel plus universel et nécessitant moins de ressources. Nous poursuivrons ces efforts en 2014.

Profil d'examen d'un mécanisme général : Vale SA



Vale est une multinationale brésilienne diversifiée du secteur des métaux et de l'exploitation minière présente dans 31 pays, dont le Canada. Elle est cliente d'EDC depuis 1967, et il s'agit d'un client pivot de notre stratégie d'attraction[10] depuis 2006. Dans le cadre d'une syndication avec des banques canadiennes, nous avons été invités à lui offrir un prêt général en 2013.

En tant que société minière d'envergure établie dans différents pays, Vale doit faire face à plusieurs défis en matière de RSE. Néanmoins, la société conserve une réputation bien ancrée d'entreprise socialement responsable.

En novembre 2013, certains membres de notre Équipe de la RSE se sont rendus à son siège social, au Brésil, pour assister à des réunions portant sur la mobilisation des parties intéressées, les modalités d'acquisition de terres, la réalisation d'évaluations environnementales et sociales, la sécurité et la protection des droits de la personne ainsi que la gestion des relations avec les populations autochtones.

Vale s'est montrée très transparente en discutant de ses réussites et des difficultés qu'elle rencontre en matière de RSE. Misant sur ses solides systèmes de gestion environnementale, elle a, au cours des trois dernières années, créé et mis en place de nouvelles politiques et de nouveaux systèmes d'entreprise touchant la santé et la sécurité, les investissements dans la collectivité et les droits de la personne qui devraient avoir une incidence positive à long terme. Elle a aussi changé sa structure de gouvernance pour mieux cerner les risques environnementaux et sociaux afin de veiller à prendre les mesures qui s'imposent lorsqu'un problème survient.

EDC fera un suivi auprès de Vale lors de son prochain examen de RSE pour connaître l'état de l'implantation des politiques et des systèmes prévus par l'entreprise; de sa gestion des risques environnementaux et sociaux et de sa performance sur le terrain; et de sa gestion des risques de RSE touchant actuellement différents sites miniers dans le monde.

10 - http://www19.edc.ca/publications/2014/2013ar/fr/5-5.shtml

Est-il arrivé à EDC de refuser des projets pour des raisons environnementales ou sociales?

On nous demande souvent s'il nous arrive de rejeter des projets, par exemple le financement d'un projet d'exploitation minière ou d'exploration pétrolière, en raison d'incidences environnementales et sociales négatives. La réponse est « oui ».

Nous refusons généralement les transactions très tôt dans le processus lorsqu'un problème est soulevé à l'étape de présélection. Toutefois, lorsque c'est possible, nous tentons de dialoguer avec tous les intéressés pour atténuer les risques et les faire profiter de notre savoir-faire pour qu'ils renforcent leurs politiques et leurs programmes de RSE dans l'espoir que nous pourrons ensuite leur offrir notre appui.

Nos environnementalistes travaillent en étroite collaboration avec nos équipes transactionnelles pour s'assurer que nos clients savent ce qu'ils doivent démontrer pour satisfaire à nos exigences. Nous croyons que cette approche, axée sur le développement des capacités, nous permet d'honorer notre engagement de respecter les normes internationales de RSE tout en aidant les exportateurs et les investisseurs canadiens à se développer.

Mesure de l'empreinte opérationnelle d'EDC

Indicateur GRI G4-EN1, EN2, EN3, EN10

L'empreinte opérationnelle d'EDC repose largement sur son siège social.

Depuis que nous rendons compte de cet indicateur depuis 2008, nos efforts visant à réduire, réutiliser et recycler ont porté des fruits.

Nous considérons en outre les incidences de nos activités sur l'environnement et avons pris des mesures pour remédier aux facteurs contribuant à notre empreinte opérationnelle – qui fait l'objet d'une divulgation publique. Les données portent sur la consommation d'électricité, d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que le kilométrage parcouru dans le cadre de nos voyages d'affaires. La Société a converti ces données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO_2) en s'appuyant sur les lignes directrices de l'initiative du Greenhouse Gas Protocol[11]. Les résultats publiés depuis notre premier rapport révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits.

Ces initiatives ont été menées par notre Équipe verte, un groupe d'intervention transorganisationnel composé d'employés volontaires qui favorisent l'échange d'idées nouvelles. Nous avons déjà entrepris un certain nombre d'initiatives environnementales à la lumière des recommandations de ce groupe.

11 - http://www.wri.org/our-work/project/greenhouse-gas-protocol (en anglais seulement)

Empreinte opérationnelle

	Unit	2012	2013
Consommation d'électricité	kWh	10 555 235	9 829 616
	kWh/ETP*	9 764	5 530
	tonnes de CO_2	1 765,13	1 643,83
Consommation de gaz naturel	m^3	350 533	295 003
	m^3/ETP	324,27	267,69
	tonnes CO_2	662,342	557,47
Voyages d'affaires (avion et véhicule)	km (vol)	13 609 000	9 603 213
	km (véhicule)	131 000	79 000
	Totale km	13 740 000	9 682 213
	tonnes de CO_2	1 571,51	1 105,75
Consommation de papier	tonnes	37,3	25,1
	kg/ETP	34,5	22,8
	tonnes de CO_2	104,5	70,27
Recyclage du papier	tonnes	20,2***	20,2
	kg/ETP	18,68***	18,37
Recyclage du papier (sources mixtes)	tonnes	33,5***	16,4
	kg/ETP	30,98***	14,82
Consommation d'eau des immeubles	L	19 920 500	18 870 000
	L/ETP	18 428	17 123
Déchets générés (s. s.)**	tonnes	139	86
Empreinte carbone	tonnes de CO_2	4 103	3 377
	tonnes de CO_2/ETP	3,80	3,06

** ETP désigne les employés équivalents temps plein en 2011*
*** Ces résultats comprennent des déchets produits par deux installations commerciales situées au siège social.*
**** Les données de 2012 ont été révisées en mai 2014 en raison d'une erreur de calcul*

Hypothèses :

- **Consommation de papier** : comprend l'utilisation du papier ordinaire dans les locaux multiservices et par les Services d'impression
- **Recyclage du papier** : comprend les bacs de déchiquetage des documents confidentiels et généraux
- **Recyclage du papier (sources mixtes)** : comprend le papier de sources mixtes ainsi que le carton des centres et des bacs de recyclage (calcul fondé sur l'exercice de vérification de la gestion des déchets effectué en 2010)
- **Consommation d'électricité, de gaz naturel et d'eau des immeubles** : calculée au prorata en fonction des bureaux loués par EDC
- **Kilométrage des voyages d'affaires (avion et véhicule)** : comprend les frais de transport aérien payés ou établis par le Service des voyages à Ottawa et le kilométrage associé au programme d'indemnité de voiture à EDC

Tableau de conversion du dioxyde de carbone (CO_2)

Composante de l'empreinte	Déclaration des émissions (niveau 1, 2 ou 3)	Facteurs d'émissions de CO_2	Source
Consommation d'électricité	Niveau 2	Tous (le réseau électrique de l'Ontario utilise l'énergie sous forme de charbon, d'hydrocarbures, de gaz naturel et d'hydroélectricité ainsi que l'énergie nucléaire)	World Resources Institute GHG Protocol from purchased electricity, v.4.4 (version révisée de août 2012)
Consommation de gaz naturel	Niveau 1	Sources commerciales, fossiles gazeux, gaz naturel	World Resources Institute GHG Protocol from stationary combustions, v 4.0 (version révisée de octobre 2010)
Consommation de papier	Niveau 3	Utilisation de papier non couché Cascade Rolland HiTech 50 composé à 50 % de fibres recyclées	Les estimations de CO_2 ont été faites à l'aide du calculateur de consommation de papier du Environmental Defense Fund
Voyages d'affaires (avion)	Niveau 3	Combustibles fossiles	World Resources Institute : outil de calcul des émissions de GES provenant de sources mobiles, v. 2.5 (version révisée de juin 2013)
Voyages d'affaires (véhicule)	Niveau 3	Combustibles fossiles	World Resources Institute : outil de calcul des émissions de GES provenant de sources mobiles, v. 2.5 (version révisée de juin 2013)

World Resources Institute – publication The Greenhouse Gas Protocol: A Corporate Accounting and Reporting Standard (édition revue);

- Déclaration de niveau 1 : déclaration des émissions directes de GES d'une organisation
- Déclaration de niveau 2 : déclaration d'une organisation relativement aux émissions associées à l'achat de sources d'électricité, de chauffage, de refroidissement ou de vapeur aux fins de sa propre consommation d'énergie
- Déclaration de niveau 3 : déclaration d'une organisation relativement aux émissions indirectes de GES qui ne sont pas du niveau 2

CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

L'éthique est à la base du succès des pratiques commerciales. Nous imposons à nos employés des normes rigoureuses et accompagnons nos clients pour veiller à ce que tous les projets que nous soutenons se réalisent de manière intègre.

Corruption

Indicateur GRI G4-SO3, SO4

Malheureusement, les pratiques de corruption posent un problème bien réel pour de nombreuses entreprises canadiennes à l'étranger. C'est pourquoi la sensibilisation des exportateurs canadiens à l'importance de se protéger au Canada comme à l'étranger fait partie intégrante de nos activités.

En 2013, nous avons discuté de corruption avec les hauts dirigeants de certains clients de longue date et nous nous sommes prononcés sur la rigueur de leurs politiques de lutte contre la corruption. Nous les avons fait profiter de notre savoir-faire en leur expliquant comment établir une culture d'intégrité dans l'équipe de direction, comment sensibiliser les entreprises à l'amélioration de leur gouvernance et comment bien informer les employés sur la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (LCAPE) du Canada, qui criminalise les actes de corruption commis par les Canadiens à l'étranger.

Semaine de l'éthique

Chaque année, nous organisons une Semaine de l'éthique au cours de laquelle nos employés doivent réitérer leur respect du *Code d'éthique commerciale* et du *Code de conduite d'EDC*[1] en suivant une formation d'appoint relative aux dispositions des codes et à leur application.

Dans le cadre de la Semaine de l'éthique de 2013, nous avons accueilli M. Hentie Dirker, agent régional de la conformité à Siemens Canada. M. Dirker a raconté en toute franchise aux employés comment Siemens s'était relevée d'un des plus importants scandales de corruption de l'histoire pour implanter une culture d'entreprise basée sur les valeurs et devenir un chef de file en matière de conformité. Il s'est également entretenu avec notre Conseil consultatif sur la RSE pour lui faire profiter des leçons qu'a tirées son entreprise de cette expérience.

Diligence raisonnable

Indicateur GRI G4-SO3, SO4

En 2013, nous avons élaboré une approche plus stratégique pour notre processus interne d'évaluation des risques de corruption en renforçant nos outils de diligence raisonnable et en officialisant nos procédures pour veiller à ce que les transactions soutenues soient conformes à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (LCAPE) et à ce qu'elles observent la lettre et l'esprit des lois des pays où nous sommes actifs. Par exemple, nous avons discuté avec notre Conseil d'administration de la procédure interne à suivre lorsque des allégations de corruption sont portées contre un client d'EDC. Nous avons aussi rencontré d'autres sociétés d'État fédérales à vocation financière pour échanger des pratiques exemplaires dans ce domaine.

EDC accorde la plus grande importance aux enjeux liés à la corruption et elle examine toutes les transactions qu'elle appuie à la lumière des risques de corruption. Il est à noter qu'EDC ne coupe pas systématiquement les ponts avec un client dès qu'elle a vent d'une rumeur ou de spéculations. Quand une allégation de corruption pèse sur un de nos clients, nous nous informons, examinons les mécanismes de prévention de la corruption de l'entreprise et effectuons des contrôles approfondis; enfin, nous réagissons comme il se doit en cas d'enquête, d'accusations ou, ultimement, de condamnation.

En 2013, 409 transactions ont fait l'objet d'examens généraux portant sur la conformité réglementaire ou législative, ou sur la RSE. S'il y a des allégations ou des cas avérés de corruption liés directement ou non à la transaction, nous menons une enquête plus approfondie; ce fut d'ailleurs le cas pour 41 transactions au cours de l'année. Dans plusieurs cas, avant d'offrir son soutien, EDC a exigé que des changements soient apportés au cadre de gouvernance, notamment en recommandant des vérifications indépendantes, ou que les activités à risque élevé fassent l'objet d'un suivi permanent.

1 - http://www.edc.ca/FR/Promotions/Documents/code-business-ethics.pdf

Transparence et divulgation

Divulgation des informations

EDC divulgue de l'information concernant des transactions individuelles pour assurer la transparence de son financement. Un sommaire de ces divulgations ce trouve ci-dessous. La définition d'une transaction de financement se trouve dans notre Politique de divulgation[2].

Transactions par région	**2013**	2012	2011
Pays/région		**Nombre de transactions divulguées**	
Canada	**104**	110	177
États-Unis	**444**	392	283
Amérique latine (comprend le Mexique et les Antilles)	**112**	117	142
Asie	**94**	80*	37
Europe (comprend la Turquie, la Russie et la Communauté des États indépendants)	**97**	79*	72
Afrique et Moyen-Orient	**38**	32	29
Divers pays	**21**	32	125
Australie et Nouvelle-Zélande	**9**	7	13
Nombre total de transactions	☑ **919**	849	878

*Les données ont été révisées afin de refléter le regroupement par pays.

Transactions par produit	**2013**	2012	2011
Type de produit		**Nombre de transactions divulguées**	
Capitaux propres	**17**	16	10
Financement	**186**	182	222
Garanties	**713**	648	645
Assurance risques politiques (PRI)	**3**	3	1
Nombre total de transactions	**919**	849	878

Transactions selon la valeur en dollars	**2013**	2012	2011
Valeur en dollars		**Nombre de transactions divulguées**	
> 1 milliard	**0**	0	0
500 millions à 1 milliard	**4**	3	2
250 à 500 millions	**12**	10	7
100 à 250 millions	**33**	20	26
50 à 100 millions	**39**	33	33
25 à 50 millions	**34**	43	53
15 à 25 millions	**20**	25	36
5 à 15 millions	**42**	45	36
1 à 5 millions	**229**	204	225
< 1 million	**506**	466	460
Nombre total de transactions	**919**	849	878

2 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Documents/disclosure-policy.pdf*

Une vérification interne menée en 2012 sur nos pratiques de divulgation a révélé une carence dans notre système; ce problème avait fait en sorte que les renseignements concernant quelques transactions n'avaient pas été publiés sur notre site Web. Au cours de l'année 2013, nous avons mis en place des améliorations suivant les recommandations issues de cette vérification afin que les informations concernant des transactions de financement données soient bel et bien publiées sur la page Déclaration des transactions[3] conformément à notre Politique de divulgation[4]. Nous avons aussi décidé de vérifier périodiquement l'information transactionnelle divulguée sur notre site Web pour nous assurer que cette erreur ne survienne plus.

Nous continuerons de nous assurer que les renseignements sont exacts et veillerons à ce que les transactions soient divulguées dans les 90 jours suivant la signature de l'entente.

Indicateur GRI G4-EN34

Demandes de renseignements des parties intéressées

Indicateur GRI G4-27

Nous sommes ouverts et prêts à répondre aux personnes qui soulèvent des questions délicates. Notre Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a répondu à 8 demandes déposées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) et touchant différents sujets, des contrats de location généraux aux transactions avec des clients. Toutes les demandes ont été traitées dans les délais prescrits par la loi (ou prorogés dans la mesure permise).

L'auteur d'une demande qui estime que les droits que lui accorde la LAI n'ont pas été respectés peut porter plainte auprès du Commissaire à l'information du Canada. En 2013, une seule plainte du genre a été portée à notre attention, et elle a été réglée. Il existe une autre plainte non réglée, déposée en vertu de la LAI en 2011, mais qui, au 31 décembre 2013, n'avait pas encore été examinée par le Commissaire à l'information.

Mis à part ces demandes traitées par le Bureau de l'AIPRP, EDC a répondu à 71 demandes de renseignements liées à la RSE, allant du soutien de transactions envisagées aux États-Unis à notre mécanisme de protection des droits de la personne. Ce dernier thème a été abordé entre autres dans une question d'Amnistie Internationale.

Question de la partie intéressée (extrait [traduction]) :

Selon nos recherches, EDC a le droit d'intenter un recours dans le cas d'une rupture de contrat. Étant donné cette possibilité, a-t-elle déjà envisagé de prévoir une clause contractuelle interdisant la violation des droits de la personne?

[Toujours selon nos recherches,] EDC n'a pas encore mis à jour ses méthodes d'évaluation environnementale et sociale en fonction des Approches communes de 2012[1]. Comme vous le savez, le paragraphe 8 apporte un changement aux procédures de classification. Serait-il possible de connaître les incidences qu'aurait eues cette approche sur les activités d'EDC (pour lesquelles elle détient toute l'information nécessaire) au cours des deux dernières années si elle avait adopté ces procédures?

Réponse d'EDC (extrait [traduction]) :

Nous sommes d'avis que les clauses actuelles sont suffisantes pour nous permettre d'intenter un recours en cas d'infraction à la loi, y compris en matière de droits de la personne. En effet, une violation des droits de la personne peut être considérée comme illégale.

[En ce qui concerne la deuxième partie de votre question,] nous appliquons déjà ces procédures issues des Approches communes de l'OCDE. Notre Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux[2] décrit le processus que nous suivons pour évaluer les risques des transactions non liées à des projets.

1 - http://search.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=TAD/ECG(2012)5&doclanguage=en (en anglais seulement)
2 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/enviro-policy.pdf

3 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/default.aspx
4 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Documents/disclosure-policy.pdf

Mobilisation des parties intéressées

Indicateur GRI G4-24, 27

Pour mobiliser les parties intéressées, EDC utilise deux principaux moyens : le Panel consultatif sur l'industrie[5], qui nous tient au fait des besoins de nos clients et de leur perception d'EDC; et le Conseil consultatif sur la responsabilité sociale des entreprises[6], un forum visant la mise en commun de pratiques exemplaires. Les membres de ces groupes et les enjeux dont ils discutent sont présentés sur les pages Web concernées.

Plaintes

EDC permet aux parties intéressées de lui signaler toute situation où elles croient que la Société ne respecte pas ses engagements en matière de RSE. En 2013, cinq plaintes externes ont été déposées en vertu du Programme de l'agent chargé de la conformité[7], en plus d'une plainte reçue à la fin de décembre 2012 qui a aussi été traitée en 2013.

Après une première appréciation de chaque plainte déposée, il a été déterminé que trois d'entre elles ne relevaient pas du mandat de l'agent chargé de la conformité; une lettre d'explication a donc été envoyée aux plaignants pour qu'ils adressent leur demande à un autre membre de l'équipe de direction d'EDC. Trois plaintes ont été admises; une enquête a été menée et les problèmes soulevés ont été résolus.

L'agent chargé de la conformité gère également les divulgations internes effectuées en vertu de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*. Le dirigeant principal des ressources humaines prépare un rapport annuel à l'intention du président du Conseil du Trésor, qui le dépose au Parlement. Le rapport fournit de l'information sur les activités liées aux divulgations signalées dans des organisations du secteur public assujetties à la *Loi*, dont EDC.

5 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/transparency.aspx*
6 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Pages/default.aspx*
7 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Management-and-Governance/Compliance-Officer/Pages/default.aspx*

INCIDENCES SUR LA COLLECTIVITÉ

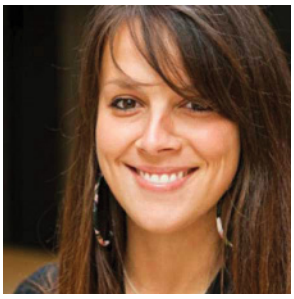
EDC croit à l'importance de redonner à la communauté. Notre stratégie d'investissement dans la collectivité repose sur trois priorités : les activités internationales et la formation en commerce international pour les jeunes, le développement des petites entreprises sur les marchés émergents et les dons de bienfaisance sous forme de temps et de ressources financières à diverses causes sociales.

Formation pour les jeunes

Maintenant à sa 14e année, le concours des Bourses d'études en commerce international d'EDC continue d'encourager la relève dans le monde des affaires internationales. Ces prix sont offerts aux étudiants de 69 universités et 17 collèges au Canada. En 2013, le nombre de demandes reçues a grandement augmenté (27 %), tout comme le nombre d'étudiants collégiaux admissibles qui se sont inscrits au concours (34 %); d'ailleurs, quatre collégiens ont été sélectionnés. Voyez le profil de quelques-uns des lauréats de cette année.

Eric Agyemang : Étudiant au baccalauréat en commerce avec option en gestion internationale de l'Université d'Ottawa, Eric est un passionné de technologie et d'affaires internationales qui a su démontrer ses qualités de leader et d'entrepreneur par le passé. En tant que professionnel accrédité en commerce international (PACI), Eric a travaillé auprès de nombreuses organisations non gouvernementales et entreprises au Canada, en Irlande et au Ghana.

« Cette bourse me permettra de participer à un échange en Suède en janvier 2014, explique Eric. Il ne fait aucun doute que cette marque de reconnaissance m'ouvre de nouvelles portes sur le plan professionnel, ce qui stimule d'autant plus ma passion pour le commerce international. »



Myra Tremblay : Étudiante à l'Université Laval, Myra est une passionnée de voyage et aime découvrir le monde qui l'entoure. Elle a étudié le commerce international à l'étranger, soit en Suisse et en Chine. En 2014, elle se rendra au Chili comme agente de développement dans le cadre des Missions commerciales de l'Université Laval.

« Le soutien d'EDC fut indispensable pour le déroulement et la réussite de mon stage d'affaires en Chine à Shanghaï à l'été 2013, une expérience des plus uniques confirmant mon désir d'œuvrer en développement de marchés et en commerce international. Les cours, les activités, les contacts avec les gens d'affaires, les visites furent autant d'expériences concrètes m'interpellant et m'offrant l'interactivité des relations d'affaires que je recherchais dans le contexte culturel chinois. »

Dans le même ordre d'idées, nous avons poursuivi notre partenariat avec la Schulich School of Business de l'Université York. D'ailleurs, en 2013, Schulich a annoncé la création du Centre for Global Enterprise, un carrefour de consultation, de recherche et d'enseignement qui aidera activement les PME canadiennes à soutenir la concurrence internationale. Grâce à ce partenariat, le Centre offre maintenant un certificat de premier cycle en gestion du commerce et des investissements internationaux. Ensemble, nous sommes en train d'élaborer un programme national d'études sur le commerce d'intégration qui pourrait être offert dans toutes les universités canadiennes.

Pour favoriser les progrès de l'enseignement en finance environnementale, nous avons aussi poursuivi notre partenariat avec l'Université de Waterloo en finançant la Chaire EDC en finance environnementale confiée au professeur Olaf Weber de la School of Environment, Enterprise and Development (SEED). M. Weber a énormément contribué au domaine depuis l'établissement de ce partenariat[1]. Notre relation avec l'Université de Waterloo prendra fin en 2014, mais nous sommes certains que la SEED poursuivra son œuvre importante en matière de durabilité en appuyant le savoir, la recherche et l'établissement de pratiques exemplaires.

1 - http://exportateursavertis.ca/vers-la-durabilite-en-entreprise-entrevue-avec-olaf-weber-de-luniversite-de-waterloo/

Développement des petites entreprises sur les marchés émergents

Indicateur GRI G4-EC8

Devant notre succès des cinq dernières années, nous avons renouvelé notre partenariat avec CARE Canada.

Ce partenariat est un excellent moyen pour nos employés d'améliorer des compétences importantes comme leur faculté d'adaptation, la résolution de problèmes et la communication interculturelle tout en mettant leur expertise des affaires au service de CARE dans différentes régions du monde. Ainsi, en 2013, quatre employés d'EDC ont participé à des missions au Pérou, en Inde et en Zambie dans le cadre des programmes de développement économique et de développement d'entreprises de CARE.

Pour connaître les expériences qu'ont vécues nos employés grâce à ce partenariat, visitez notre site Web[2].

« Nous apprécions vraiment notre partenariat avec EDC. Au fil des ans, nous avons profité du talent et du dévouement d'employés d'EDC qui nous ont apporté des compétences nouvelles, sans compter que leur enthousiasme et leur énergie n'a tout simplement pas de prix. Nos derniers visiteurs se sont montrés professionnels, sensibles à notre culture et débordants d'humour : la qualité et la pertinence de leur travail pour notre organisme a dépassé nos attentes. Nous espérons que le partenariat EDC-CARE se poursuivra. »

– Dennis O'Brien, directeur du bureau de CARE Zambie

Outre notre travail auprès de CARE Canada, nous avons entamé un nouveau partenariat avec Enablis, un organisme canadien sans but lucratif fondé en 2003 qui appuie la formation et le développement des propriétaires de petites entreprises sur les marchés émergents, principalement en Afrique. Deux professionnels chevronnés d'EDC seront ainsi jumelés avec un propriétaire d'entreprise et consacreront une heure de leur temps à une séance de mentorat à distance chaque mois pendant deux ans. Pour en savoir plus sur le travail d'Enablis en Afrique, visionnez leur vidéo promotionnelle sur YouTube[3] (en anglais seulement).

2 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/community-investment/Pages/care.aspx
3 - http://www.youtube.com/watch?v=A8gtNafKJL4#t=13

Dons de bienfaisance

Nous encourageons nos employés à contribuer activement au bien-être de leur communauté. En vertu de notre Politique sur les dons de bienfaisance[4], nous appuyons financièrement des organismes de bienfaisance auprès desquels nos employés s'investissent de manière soutenue.

En 2013, 111 employés ont participé comme bénévoles à des activités communautaires au profit des organismes de bienfaisance appuyés dans le cadre de ce programme. EDC a versé en moyenne 1 000 $ comme dons respectifs au nom de ses employés et de ses équipes pour soutenir leurs organismes respectifs.

Enfin, nous participons activement à la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada; elle soutient Centraide, PartenaireSanté et différents organismes de bienfaisance enregistrés choisis par les employés. En 2013, nous avons amassé 268 176 $ et avons eu l'honneur de figurer parmi les trois récipiendaires du Prix de l'esprit d'équipe national.

Engagement du personnel

Si nous pouvons offrir des solutions avantageuses aux exportateurs et aux investisseurs canadiens de toutes tailles, c'est d'abord grâce aux connaissances et au savoir-faire de nos employés. Voilà pourquoi la Société se doit d'offrir un milieu de travail attrayant et stimulant à un effectif talentueux et engagé pour demeurer reconnue comme un centre d'expertise en commerce international et en investissements à l'étranger et comme l'un des meilleurs employeurs du Canada. Pour en savoir plus sur l'engagement de notre personnel, veuillez consulter notre Rapport annuel[5].

Segmentation du personnel* (%)	**2013**	**2012**	**2011**
Autochtones	0,59	0,44	0,54
Femmes	50,59	51,42	52,38
Personnes handicapées	3,18	3,36	3,41
Minorités visibles	12,90	11,95	11,68
Maintien de l'effectif	95	93	90,3
*les pourcentages incluent tous les employés permanents (actifs, en congé payé, en congé)			

4 - http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Documents/employee-volunteer-charitable-donations.pdf
5 - http://www19.edc.ca/publications/2014/2013ar/fr/6-4.shtml

Bilan 2013 de la RSE

Principaux domaines	Résultats pour 2013	Principales activités prévues en 2014
Gestion stratégique de la RSE à EDC	EDC a commencé l'élaboration de « principes directeurs » de RSE pour établir une référence à l'égard de son appétence pour le risque lorsqu'une question touchant la RSE est soulevée. Ces principes s'alignent sur les recommandations de la direction d'EDC. Cette activité se poursuivra en 2014.	Examiner les énoncés et politiques de RSE d'EDC, et peser la nécessité de les consolider.
Gestion des risques environne-mentaux et sociaux	EDC a continué l'élaboration d'une méthode commune d'évaluation des risques liés à la RSE en tenant compte de facteurs environnementaux, sociaux et réputationnels, entre autres. Cette activité se poursuivra en 2014. EDC a joué un rôle de premier plan dans la formulation des dernières modifications apportées aux Principes de l'Équateur (PE), rendues publiques en 2013. Ces principes guident l'industrie financière dans son étude des impacts sociaux et environnementaux des grands projets d'infrastructure. Le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG) a entamé la vérification périodique des politiques et procédures environnementales et sociales d'EDC.	Continuer l'élaboration d'une méthode commune d'évaluation des risques liés à la RSE. Continuer de participer activement aux activités du Comité directeur des Principes de l'Équateur et appuyer divers groupes de travail. Assurer la liaison avec le BVG pour se tenir au courant des résultats de son évaluation environnementale d'EDC et mettre en œuvre les recommandations énoncées dans le rapport du BVG. Continuer l'examen interne entamé en 2013 portant sur la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'EDC. Déterminer si des changements s'imposent et planifier un processus de mise à jour. Organiser des formations sur les pratiques d'évaluation environnementale et sociale, y compris des mises à jour sur les Principes de l'Équateur, pour les employés qui gèrent des transactions importantes.
Droits de la personne	EDC a clarifié les facteurs qui rendaient nécessaire une évaluation des risques liés aux droits de la personne dans le cadre d'une transaction potentielle. Elle a aussi mis à jour la liste des pays où ce processus d'évaluation s'applique.	Corriger les problèmes relatifs au processus d'évaluation pour s'assurer que toutes les transactions examinées conformément à la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC font l'objet d'une évaluation des risques liés aux droits de la personne.

Principaux domaines	Résultats pour 2013	Principales activités prévues en 2014
Changements climatiques	EDC a maintenu son niveau de rendement.	Mettre en œuvre toutes les recommandations énoncées dans le rapport du BVG (le volet du rapport ayant trait aux processus encadrant les émissions de gaz à effet de serre n'avait pas encore été publié au moment de la préparation du présent document).
Technologies environnementales	EDC a terminé les préparatifs en vue du lancement de sa première « obligation verte ».	Améliorer la transparence et les rapports portant sur nos obligations vertes. Poursuivre la constitution du portefeuille de transactions de financement pour appuyer le programme d'obligations vertes d'EDC au moyen de formations visant à faciliter le repérage des transactions qui répondent aux exigences d'admissibilité.
	Elle a conclu 33 transactions avec des entreprises du secteur des écotechnologies au début du stade de commercialisation de leurs produits; EDC a ainsi dépassé son objectif fixé à 20 transactions.	Conclure 45 transactions, une augmentation de 125 % par rapport à la cible de 20 transactions fixée en 2013. Mettre l'accent sur les principales entreprises canadiennes du secteur des écotechnologies et déployer nos ressources pour les aider à se classer dans la catégorie des marchés commerciaux.
Empreinte opérationnelle	EDC a établi sa première année de référence entière pour la consommation d'énergie du siège social. Elle a étendu son programme de compostage pour qu'il englobe les essuie-tout dans les toilettes du siège social et elle a augmenté la fréquence des vérifications de la gestion des déchets pour qu'elles se fassent tous les trois mois et non plus une fois par année.	Fixer des cibles de réduction selon la référence établie. Mettre en œuvre un programme de compostage complet au siège social d'EDC.
Éthique commerciale	Tous les employés actifs ont rempli leur déclaration de conformité aux exigences prévues par le Code de conduite. De plus, ils ont tous effectué l'exercice d'appoint annuel et la formation en ligne.	Tous les employés actifs ont rempli leur déclaration de conformité aux exigences prévues par le Code de conduite. De plus, ils ont tous effectué l'exercice d'appoint annuel et la formation en ligne.

Principaux domaines	Résultats pour 2013	Principales activités prévues en 2014
Lutte contre la corruption	EDC a revu son programme de lutte contre la corruption pour renforcer ses déclarations anti-corruption à l'égard des secteurs à risque élevé et pour apporter des modifications à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (LCAPE). Cet examen comprenait une réflexion stratégique sur nos obligations de prendre les mesures et d'adopter les approches qui s'imposent. EDC a déployé des efforts soutenus visant le resserrement des contrôles préalables lorsque des allégations de corruption pèsent sur les contreparties (discussions approfondies avec ces entreprises afin de bien comprendre les changements aux effectifs, politiques et procédures destinées à prévenir, déceler et enrayer ces comportements). Siemens, une entreprise qui a été reconnue coupable de corruption mais qui s'est remise sur les rails, a présenté des exposés à la direction, aux employés et au Conseil consultatif sur la RSE d'EDC.	Mettre à jour le programme de lutte contre la corruption pour qu'il reflète les modifications apportées à la LCAPE. Commencer l'examen des processus « Connaître son client » pour repérer les possibilités d'amélioration.
Investissement dans la collectivité	Devant son succès des cinq dernières années, EDC a renouvelé son partenariat avec CARE Canada.	Continuer d'affecter des spécialistes d'EDC aux projets de petites entreprises de marchés émergents en passant par les bureaux de CARE en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
Transparence et divulgation	En 2013, il était prévu qu'EDC se penche sur les demandes de renseignements des parties intéressées concernant son processus de contrôle préalable visant la RSE pour l'octroi de prêts aux entreprises; or l'intérêt des parties intéressées s'est porté ailleurs, et EDC traite maintenant ces demandes au cas par cas.	Travailler avec les partenaires internes pour s'assurer de la concordance des renseignements entre les divers systèmes utilisés pour les produits de PRI, les produits relatifs au capital-actions, les produits de financement et les produits de garantie.
	EDC a publié un sommaire d'examen pour tous les projets de catégorie A sur le site Web d'EDC à edc.ca[1], peu après que les projets ont été portés à la connaissance du public.	Publier sans tarder le sommaire d'examen des projets de catégorie A, soit dans les 90 jours suivant la signature de la transaction.

1 - *http://www.edc.ca/FR/About-Us/Disclosure/Reporting-on-Transactions/Pages/signed-cat-a-projects-as-of-november-1-2010.aspx*

Index de la Global Reporting Initiative

En vue de limiter la quantité de papier utilisée pour imprimer le présent Rapport, nous avons décidé de ne pas y inclure l'Index du Global Reporting Initiative (GRI). Cet Index peut être téléchargé à l'adresse suivante : http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Documents/gri-index.pdf

Prière de prendre en compte l'environnement avant d'imprimer.

PRIX OBTENUS EN 2013

En 2013, EDC s'est vu décerner 11 prix.

1) Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada, région de la capitale nationale - Prix de l'esprit d'équipe national

2) L'Équipe des communications a reçu deux prix Gold Quill pour la Conférence des employés de 2012 et pour *Le lien*, notre magazine à l'interne.

3) Le Groupe du marketing a décroché 9 prix pour ses vidéos sur les technologies propres qui ont paru dans notre Rapport sur la RSE de 2012 :

   Les Communicator Awards - programme de prix internationaux prestigieux reconnaissant les idées novatrices en marketing et en communications
   - 4 prix or pour l'excellence (cinématographie et montage)
   - 2 prix argent de distinction (montage cinénatographique et responsabilité sociale)

4) Les prix Telly célèbrent les meilleures productions cinématographiques et vidéo ainsi que les publicités, les vidéos et les films sur le Web en plus des publicités et des émissions exceptionnelles dans les catégories locale, régionale et de la câblodistribution.
   - 2 prix argent (montage - vidéo en ligne)
   - 2 prix bronze (cinématographie)
   - 1 prix bronze (montage cinématographique)

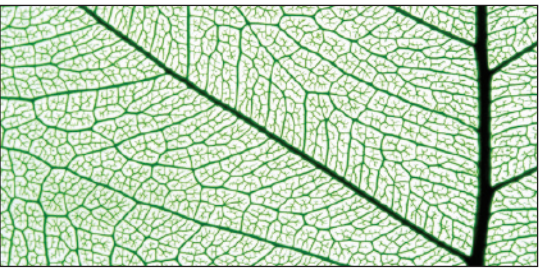
Government of Canada Workplace Charitable Campaign
Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada

IABC OTTAWA'S EXCEL AWARDS 2013

The Communicator Awards

The Telly Awards

PRINCIPAUX JALONS DE RSE



Avant 1999

- Politique sur les conflits d'intérêts
- Code de conduite
- Code d'éthique commerciale

1999-2000

- Cadre de référence pour l'examen des questions environnementales
- Déclaration d'action de l'OCDE sur la corruption
- Premiers accords conclus dans le cadre de la Stratégie Éducation et emploi jeunesse
- Lancement de la stratégie à l'égard de la RSE

2001

- Lancement du Programme de conformité et création du poste de conseiller en environnement en chef
- Évaluation environnementale du vérificateur général du Canada
- Instauration de la première Politique de divulgation
- Mise sur pied du Conseil consultatif sur la SRE
- Établissement de la Directive en matière d'évaluation environnementale

2002

- Approches communes de l'OCDE
- Programme de lutte contre la corruption
- Protocole d'entente sur les droits de la personne conclu avec le MAECI

2003-2004

- Évaluation (phase 2) de la mise en œuvre et l'application de la Convention anti-corruption de l'OCDE au Canada
- Examen spécial du vérificateur général du Canada
- Publication du 1er Rapport annuel sur la RSE et du 1er Rapport du conseiller en environnement en chef
- Modification des Approches communes de l'OCDE et évaluation de la phase 2 de la Convention contre la corruption
- Instauration de la Politique sur les dons de bienfaisance
- Création du cadre de référence de la RSE

2005

- Modification de la Politique de divulgation
- Publication du 2e Rapport du conseiller en environnement en chef
- Lancement de la formation consacrée à la RSE
- Instauration de la première Politique environnementale

Canada

© Exportation et développement Canada, 2014. Tous droits réservés. **www.edc.ca/rapportrse**

EDC

Un monde d'opportunités à saisir

2006

- Modification de la Politique sur les dons de bienfaisance
- Élargissement du programme de bourses d'études
- Consultations multilatérales ciblant certains marchés et secteurs

2007

- Instauration de la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles
- Définition de la base de référence pour l'empreinte opérationnelle
- Formation en ligne sur le Code de conduite
- Adoption des Principes de l'Équateur

2008

- Examen de la stratégie à l'égard de la RSE
- Création du rôle de conseiller en chef, RSE et de l'équipe de RSE
- Publication de la Déclaration sur les droits de la personne et élargissement des pratiques de divulgation
- Création de la chaire en finance environnementale à l'Université de Waterloo
- Partenariat entre EDC et CARE

2009-2010

- Établissement des priorités stratégiques en matière de RSE : changements climatiques, droits de la personne et transparence
- Examen spécial de la RSE et des pratiques d'évaluation des questions environnementales et sociales par le Bureau du vérificateur général
- Création du Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux

2011

- Évaluation (phase 3) de la Convention contre la corruption de l'OCDE
- Membre élu au Comité directeur des Principes de l'Équateur

2012

- Modification des Approches communes de l'OCDE en matière d'environnement
- Mise à jour du Code de conduite et du Code d'éthique commerciale à la lumière du Code de valeurs et d'éthique du secteur public

2013

- Principes de l'Équateur révisés (EP III)
- S'est joint au Pacte mondial des Nations Unies comme partenaire en formation

Canada

© Exportation et développement Canada, 2014. Tous droits réservés. **www.edc.ca/rapportrse**

EDC

Un monde d'opportunités à saisir

ANNEXES

Références vidéos et photographiques 36

Événements des parties intéressées 37

Accords et adhésions 41

Matrice de l'importance relative 42

Diagramme Responsabilité en matière de RSE 44

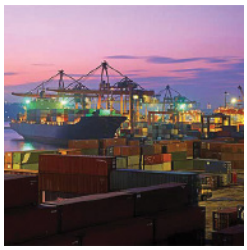
Déclaration de validation 45

Références vidéos et photographiques

© Andrea Rodriguez

Offerte par EDC

Offerte par EDC



© Murat Taner/ Corbis

Offerte par EDC

© Dinodia

Offerte par EDC

© Weerapat Kiatdumrong / 123RF

© Principes de l'Équateur

Offerte par Sadara Chemical Company

Offerte par Vale SA

Offerte par Vale SA

© Gleb Gomberg

Offerte par Eric Agyemang

Offerte par Myra Tremblay

© Bruce Dunlop

Offerte par EDC

Événements des parties intéressées

N°	Organisation	Auditoire	Type de mobilisation – Sujet	Incidence
1	Banque mondiale (Ottawa)	Plusieurs parties intéressées	EDC organise une réunion entre la Banque mondiale et des parties intéressées du secteur privé pour recueillir des commentaires sur ses politiques de protection environnementale et sociale (organisée par EDC)	A permis aux parties intéressées de contribuer à la révision des politiques de protection environnementale et sociale de la Banque mondiale
2	Ambassade du Canada et clients d'EDC à Mexico	Plusieurs parties intéressées	Atelier d'une demi-journée et réunions sur la RSE avec des clients	A favorisé le dialogue sur la RSE et le secteur minier entre plusieurs parties intéressées
3	Canadian International Law Students Conference, Faculté de droit de l'Université de Toronto et Osgoode Hall Law School (Toronto)	Faculté de droit et étudiants des deux universités	Présentation sur le rôle du droit dans le financement des projets miniers et la RSE (*Mining the Financial Terrain of Corporate Social Responsibility*)	A permis d'informer l'auditoire sur les exigences d'EDC en matière de RSE
4	Canadian Association of Environmental Law Societies (Ottawa)	Faculté de droit environnemental et étudiants de partout au Canada	Présentation sur le rôle des codes volontaires et de la RSE	A permis d'informer l'auditoire sur les avantages et les limites des codes volontaires
5	Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), Organisation Internationale du Travail (OIT) et assemblée annuelle du Conseil canadien des employeurs (Gatineau)	Gouvernement fédéral et représentants internationaux	Présentation sur les normes de référence d'EDC en matière d'évaluation de prêts, les Critères de performance de l'IFC (surtout le deuxième, *Main d'œuvre et conditions de travail*) et la RSE	A permis d'informer l'auditoire sur les exigences d'EDC en matière de RSE
6	Congrès et salon professionnel annuel de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE) (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Atelier d'apprentissage d'EDC sur la RSE (*Que faire si…*) animé par des experts – Série de tables rondes sur divers risques de RSE touchant le secteur minier : EIES et risques techniques, corruption et pots-de-vin, problèmes contractuels, migration, relocalisation, réputation, plaintes, etc.	A permis de sensibiliser l'auditoire aux pratiques exemplaires de gestion de la RSE et des risques touchant les projets miniers

N°	Organisation	Auditoire	Type de mobilisation – Sujet	Incidence
7	Environmental Resources Management (ERM) Inc., membre de l'ACPE (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Maximisation de la performance sociale et environnementale à la phase d'exploration	A permis d'informer l'auditoire sur les exigences d'EDC en matière de RSE
8	Congrès de l'Association d'affaires Canada-Russie-Eurasie (AACRE) pour le secteur minier (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Perspectives d'EDC sur le financement des projets miniers et la RSE (*Mining the Financial Terrain of Corporate Social Responsibility*)	A permis d'informer l'auditoire sur les exigences d'EDC en matière de RSE
9	ANASE et ambassade du Canada en Indonésie (Djarkata, Indonésie)	Plusieurs parties intéressées	Une meilleure façon de faire des affaires : perspectives d'EDC sur la RSE	A permis d'informer l'auditoire sur les exigences d'EDC en matière de RSE
10	Haut-commissariat du Canada en Jamaïque (Kingston, Jamaïque)	Plusieurs parties intéressées	Encourager les médias à promouvoir la confiance et la concurrence en matière de gouvernance (RSE de chaque partie intéressée)	A favorisé le dialogue entourant la transparence
11	Université Simon-Fraser (Vancouver)	Plusieurs parties intéressées	Colloque sur le secteur mondial de l'exploration, des mines et des minéraux – Global Exploration, Mining and Minerals (GEMM) 2013, *Building from the Ground Up*	A contribué, sous forme de table ronde, au dialogue entourant la RSE dans le secteur minier
12	Union de Berne (New York)	Compagnies d'assurance internationales	Transparence et pratiques de divulgation	A favorisé la compréhension des questions d'assurance et de transparence
13	Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole (ICM) (Vancouver)	Plusieurs parties intéressées	Financement de projets miniers	A favorisé la compréhension de la RSE concernant le financement de projets minier
14	L'Institut Nord-Sud (INS) (Ottawa)	Plusieurs parties intéressées	Forum sur la gouvernance des ressources naturelles au service du développement en Afrique (Ottawa)	A contribué, sous forme de table ronde, au dialogue entourant la RSE dans le secteur minier en Afrique

N°	Organisation	Auditoire	Type de mobilisation – Sujet	Incidence
15	International Association for Impact Assessment (IAIA) (Calgary)	Évaluateurs d'incidences environnementales et sociales	Perspectives des organismes de crédit à l'exportation sur les contrôles relatifs aux risques sociaux et aux droits de la personne Nouvelle frontière : le développement des régions du Nord et de l'Arctique	A sensibilisé l'auditoire aux pratiques exemplaires pour l'évaluation des questions relatives aux droits de la personne A sensibilisé l'auditoire aux pratiques exemplaires pour l'évaluation des incidences environnementales et sociales
16	Transparency International Canada (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Présentation sur la corruption dans le secteur public au Canada (*Third Annual Spotlight on Anti-Corruption: Government under the Microscope*)	A sensibilisé l'auditoire aux risques de corruption dans les transactions commerciales internationales
17	Groupe de travail du G20 pour la lutte contre la corruption	Représentants du gouvernement fédéral et représentants étrangers	Lutte contre la corruption	A sensibilisé l'auditoire au besoin de continuer à lutter contre la corruption dans les transactions commerciales internationales
18	Pacte mondial des Nations Unies (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Table ronde sur la lutte contre la corruption	A sensibilisé l'auditoire aux risques de corruption dans les transactions commerciales internationales
19	Institut canadien du crédit, bureau de la capitale nationale (Ottawa)	Évaluateurs de crédit	Gestion des dilemmes d'éthique et de réputation dans le commerce international : faire face à la fraude financière et à la corruption à l'étranger (*Managing Ethical & Reputational Dilemmas in International Trade*)	A favorisé l'amélioration des pratiques visant à repérer les risques de corruption et de fraude, ainsi qu'à assurer la conformité en la matière

N°	Organisation	Auditoire	Type de mobilisation – Sujet	Incidence
20	MineAfrica/Chambre de commerce Canada-Afrique du Sud (Vancouver)	Plusieurs parties intéressées	Colloque sur la réduction des risques et la RSE	A favorisé le dialogue sur la RSE et le secteur minier entre différentes parties intéressées
21	MineAfrica/Chambre de commerce Canada-Afrique du Sud (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Colloque sur la réduction des risques et la RSE	A favorisé le dialogue sur la RSE et le secteur minier entre différentes parties intéressées
22	EDC et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Ottawa)	Spécialistes de la RSE travaillant pour des organismes de crédit à l'exportation	Réunion annuelle des spécialistes de la RSE au sein des sociétés d'État	A favorisé l'harmonisation des pratiques d'évaluation des incidences environnementales et sociales
23	Calgary Global Exploration Forum (Calgary)	Producteurs de pétrole et de gaz naturel	Gestion des risques d'exploration non liés au crédit	A permis d'informer l'auditoire sur les exigences d'EDC en matière de RSE
24	Sociétés d'État fédérales (Ottawa)	Spécialistes de la RSE	Assemblée annuelle	A permis de mettre en commun des pratiques exemplaires en RSE entre les sociétés d'État
25	Canadian Business for Social Responsibility (CBSR) (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	11e sommet annuel et prix d'excellence en matière de responsabilité des entreprises	A favorisé le renforcement de la RSE au Canada
26	Enablis (Toronto)	Plusieurs parties intéressées	Souper-bénéfice annuel	A contribué au financement d'un programme de mentorat destiné à des entreprises des marchés émergents
27	École de gestion Telfer (Ottawa)	Étudiants au baccalauréat et à la maîtrise en administration des affaires	Projet de gouvernance mondiale visant la MBA : solutions de lutte contre la corruption pour les entreprises	A contribué à l'élaboration de solutions de lutte contre la corruption

Liste des accords, des cadres de référence, etc.

Législation

- Loi fédérale sur la responsabilité (2006, ch. 9, version modifiée)
- Loi sur la corruption d'agents publics étrangers (1998, ch. 34, version modifiée)
- Loi sur le développement des exportations (L.R., 1985, ch. E-20, version modifiée)
- Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (2005, ch. 46, version modifiée)

Accords et conventions

- Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions et les mesures compensatoires (1995 – gouvernement du Canada)
- Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions internationales (1997 – gouvernement du Canada)
- Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable du Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE] (1999)
- Initiative relative à la transparence des industries extractives (2007 – gouvernement du Canada)
- Principes de l'Équateur (2013)
- Principes et lignes directrices de l'OCDE favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu (2008)
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (2011 – gouvernement du Canada)
- Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (mars 2008)
- Recommandation de l'OCDE pour décourager la corruption en matière de crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (adoption en 2001; dernière révision en 2006)
- Recommandation révisée du Conseil de l'OCDE sur les Approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (adoption en 2001; dernière révision en 2012 – les «Approches communes »)

Adhésions

- Boston College
- Canadian Business Ethics Research Network
- Canadian Business for Social Responsibility
- Comité directeur des Principes de l'Équateur
- Conference Board Corporate Community Investment Council
- Conference Board Corporate Ethics Management Council
- EthicsCentre
- Groupe de travail de l'OCDE sur les crédits et les garanties de crédit à l'exportation (gouvernement du Canada)
- Groupe de travail multilatéral sur l'environnement – Institutions financières multilatérales (GTE-IFM)
- Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation de l'OCDE (gouvernement du Canada)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement – Initiative financière (PNUE-IF)
- Transparency International
- Union de Berne

Orientation interne

- Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux – il est formé de ce qui suit :
- Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux
- Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale
- Politique de divulgation
- Code d'éthique commerciale
- Code de conduite
- Déclaration sur les droits de la personne
- Lignes directrices et procédures en matière de lutte contre la corruption
- Politique de divulgation

MATRICE DE L'IMPORTANCE RELATIVE À EDC

Galaxie d'EDC

Ce diagramme et le tableau suivant présentent une feuille de route décrivant l'alignement des activités d'EDC sur ses objectifs fondamentaux et les intérêts des parties prenantes.

Canada

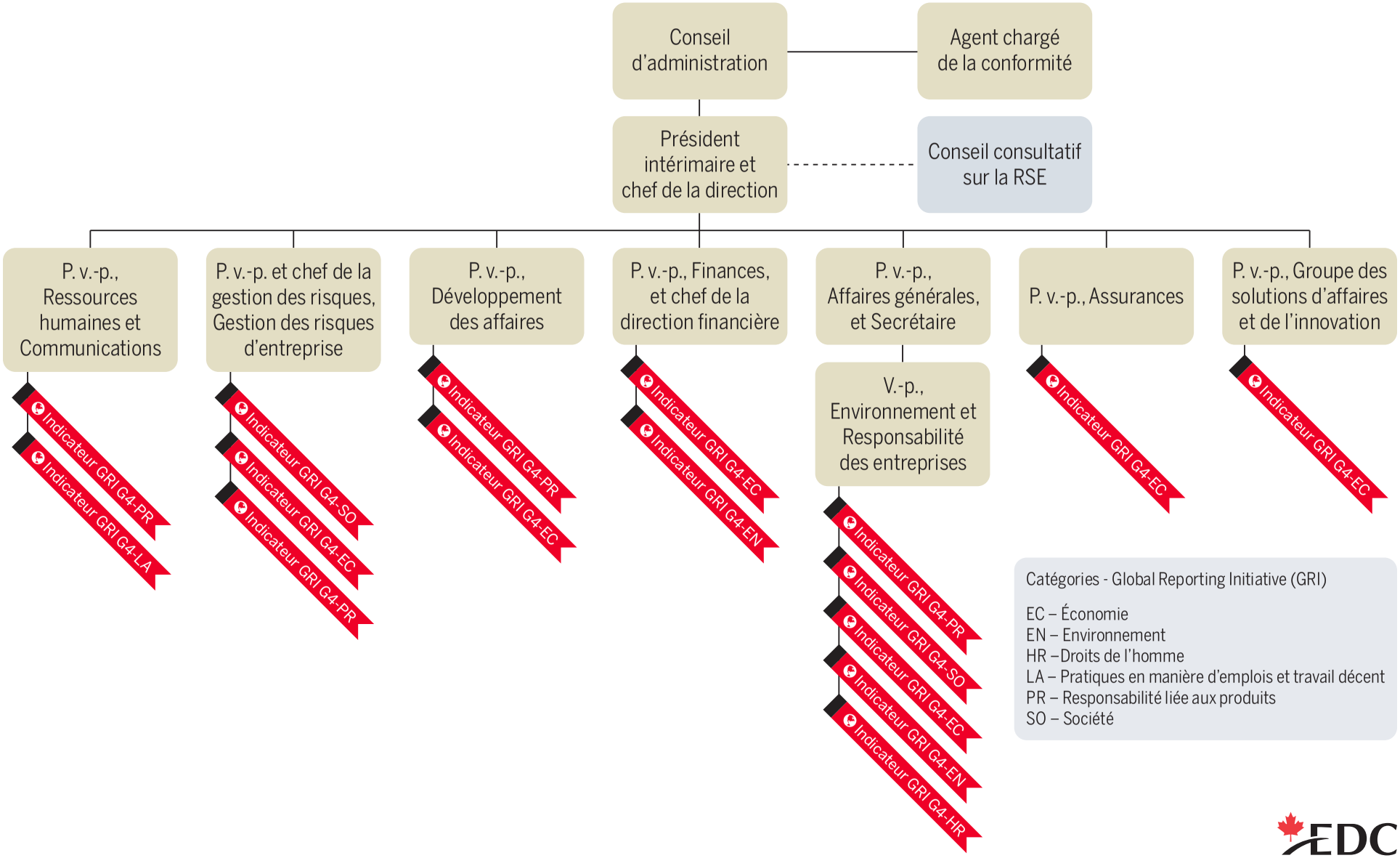
© Exportation et développement Canada, 2014. Tous droits réservés. **www.edc.ca/rapportrse**

EDC
Un monde d'opportunités à saisir

GRANDS ENJEUX DES PARTIES INTÉRESSÉES D'EDC

Partie intéressée	Faible importance relative	Importance relative moyenne	Grande importance relative
Clients	• Relations entre la direction et les salariés • Relations avec la collectivité • Droits de la personne • Pratiques en matière de sécurité	• Évaluation du risque • Corruption, fraude, blanchiment d'argent • Conformité aux normes en matière de RSE y compris les incidences environnementales et sociales • Communications liées au marketing, y compris l'impact des médias sociaux • Évolution technologique	• Présence sur les marchés • Solutions financières • Protection de la vie privée • Règlements • Opération de change • Avantage concurrentiel • Fiscalité • Pénuries de compétences • Propriété intellectuelle • Rentabilité
Employés	• Gouvernance • Santé et sécurité au travail	• Formation et éducation • Diversité • Équilibre travail-vie personnelle • Appui aux organismes caritatifs • Protection des renseignements personnels	• Rémunération • RSE, y compris l'empreinte environnementale, la lutte contre la corruption • Mobilité professionnelle • Réputation et image de marque de l'employeur
Gouvernement	• Relations entre la direction et les salariés • Formation et éducation	• Communications liées au marketing • Accès à l'information • Protection des renseignements des clients • Productivité	• Gouvernance • Solutions financières • Conformité • Répercussions économiques • Politiques publiques et règlements • Mobilisation des parties intéressées • RSE, conformité aux normes externes, y compris les incidences environnementales et sociales, la lutte contre la corruption
Partenaires financiers	• Environnement • Conformité des produits • Formation en commerce international • Mobilisation des parties intéressées • Relations avec la collectivité	• Évaluation du risque • Conformité • Présence sur les marchés • Pratiques en matière d'investissement • Fiscalité • RSE, conformité aux normes externes, y compris les incidences environnementales et sociales, la lutte contre la corruption	• Solutions financières • Protection des renseignements personnels des clients et des banques • Fraude et blanchiment d'argent • Règlements • Part de marché
ONG et médias	• Produits et services • Gouvernance	• Politique publique	• RSE, conformité aux normes, conformité sur le plan environnemental et lutte contre la corruption • Mobilisation des parties intéressées • Transparence • Incidences environnementales et sociales, y compris le changement climatique et les droits de la personne

STRUCTURE DE RESPONSABILITÉ DE LA RSE - 2013



Canada

© Exportation et développement Canada, 2014. Tous droits réservés. **www.edc.ca/rapportrse**

EDC

Un monde d'opportunités à saisir

Travailler ensemble
pour un monde meilleur

RAPPORT D'ASSURANCE LIMITÉE INDÉPENDANT

Au Conseil d'administration et à la direction d'Exportation et développement Canada

Nous avons entrepris une mission d'assurance limitée portant sur quatre indicateurs de performance présentés par Exportation et développement Canada («EDC») dans son rapport sur la responsabilité sociale des entreprises («RSE») 2013 (le «rapport») pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Notre responsabilité

Nous avons planifié et réalisé notre mission d'assurance conformément à la Norme internationale de missions d'assurance («ISAE») 3000, *Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information* (missions d'assurance autres que les missions d'audit ou d'examen d'informations financières historiques), publiée par l'International Federation of Accountants.

Étendue de notre mission

Notre mission d'assurance limitée a porté sur les quatre indicateurs de performance suivants (collectivement, les «éléments considérés») sélectionnés par EDC :

- Évaluations du respect des droits de la personne : Nombre d'investissements importants soumis à des contrôles en matière de respect des droits de la personne et dont les transactions ont été conclues au cours de l'année civile visée par le rapport;
- Contrôles préalables accrus à l'égard de la lutte contre la corruption : Nombre de transactions pour lesquelles EDC a exigé des contrôles préalables accrus en matière de lutte contre la corruption visant à confirmer ou à améliorer la capacité d'un client d'EDC à atténuer les risques, et pour lesquelles les contrôles préalables ont été réalisés et soumis à l'équipe au cours de l'année civile visée par le rapport;
- Divulgation et transparence : Nombre de transactions ayant fait l'objet d'une divulgation d'information pour des transactions en particulier (D2) présentées sur le site edc.ca pour des transactions conclues au cours de l'année civile visée par le rapport; et
- Demandes de renseignements du public en matière de RSE : Nombre de demandes de renseignements du public en matière de RSE reçues en 2013 et signalées à l'équipe de gestion de la RSE.

Critères

Les critères utilisés pour évaluer tous les éléments considérés sont élaborés en interne par EDC.

Responsabilités de la direction d'EDC

Le rapport a été préparé par la direction d'EDC, qui est responsable de la collecte et de la préparation des éléments considérés dans le rapport, ainsi que du choix des critères utilisés pour déterminer le caractère approprié de l'information aux fins de communication dans le rapport. La direction est en outre

responsable de la bonne tenue des dossiers et du maintien de contrôles internes appropriés conçus pour soutenir le processus de présentation de l'information. De plus, EDC est responsable de la maintenance et de l'intégrité de son site Web. Il n'existe actuellement aucune exigence prescrite par des textes légaux ou réglementaires à l'égard de la préparation, de la publication et de la vérification du rapport sur la responsabilité sociale des entreprises par EDC.

Niveau d'assurance

Nos procédures ont été conçues pour obtenir un niveau d'assurance limité sur lequel fonder nos conclusions. Les procédures mises en œuvre ne fournissent pas tous les éléments probants qui seraient requis dans le cadre d'une mission visant un niveau d'assurance raisonnable et, par conséquent, nous ne fournissons pas un niveau d'assurance raisonnable. Même si nous avons pris en compte l'efficacité des contrôles internes exercés par la direction pour établir la nature et l'étendue de nos procédures, notre mission d'assurance ne visait pas à fournir une assurance sur les contrôles internes et, par conséquent, nous ne formulons pas de conclusions à cet égard.

Travaux effectués

Afin de formuler une conclusion sur les éléments considérés ci-dessus, nous avons tenu compte des aspects suivants :

Exhaustivité

- EDC a-t-elle donné une image fidèle des éléments considérés compte tenu des périmètres organisationnel et opérationnel et de la période définie dans le rapport?
- EDC a-t-elle recueilli les données relatives aux éléments considérés à partir de toutes les données pertinentes de niveau opérationnel?

Exactitude

- Les éléments considérés sont-ils exacts et suffisamment détaillés pour permettre aux parties intéressées d'évaluer la performance d'EDC?

Les procédures que nous avons mises en œuvre pour arriver à nos conclusions ont compris, sans s'y limiter:

- des entretiens avec certains membres du personnel choisis, pour comprendre les principaux aspects de responsabilité relativement aux données et aux processus pour la collecte de données et la présentation fidèle des éléments considérés;
- lorsque pertinent, des tests de cheminement sur les systèmes et les processus pour le regroupement et la présentation des données;
- des demandes d'informations auprès de la direction sur les hypothèses clés et sur les éléments probants à l'appui des hypothèses;
- la validation par échantillonnage de l'exactitude des calculs effectués, principalement à l'aide de demandes d'informations et de procédures analytiques;
- la validation par l'observation que les données et les déclarations ont été correctement transcrites dans le rapport à partir des systèmes de l'entreprise ou des éléments probants.

Travailler ensemble
pour un monde meilleur

Limitations de nos travaux

Nos procédures ne visaient pas à formuler des conclusions sur :

- l'exhaustivité ou l'exactitude des ensembles de données ou d'informations relatifs à des secteurs autres que ceux des éléments considérés;
- l'information présentée par EDC ailleurs que dans son rapport, p. ex. l'information sur son site Web;
- les énoncés prospectifs de la direction;
- les comparaisons avec des données historiques faites par EDC;
- la conformité du rapport aux exigences des Lignes directrices de la GRI;
- le caractère approprié, suffisant et exhaustif des définitions pour les critères élaborés en interne.

Nos conclusions

Sous réserve des limitations de l'étendue de nos travaux mentionnées ci-dessus et d'après les résultats de nos travaux décrits dans ce rapport, nous concluons que nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que les éléments considérés ne présentent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle conformément aux critères établis en interne.

Ernst & Young s.r.l.

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 22 mai 2014
Toronto, Canada

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2014. Tous droits réservés.